

## Burundi : la France proposera bientôt un projet de résolution

@rib News, 19/03/2016 Remarques à la presse de M. François Delattre (photo), représentant permanent de la France auprès des Nations unies - 18 mars 2016 Nous allons avoir un briefing puis des consultations importantes sur le Burundi, que nous avons demandé en coordination avec nos amis égyptiens. C'est en effet une réunion importante, preuve en est le fait que le Secrétaire général et le Prince Zeid, eux-mêmes, vont briefed le Conseil de sécurité sur la situation au Burundi, preuve de l'importance que nous y attachons, preuve aussi des préoccupations que nous avons à l'égard de la situation dans ce pays.

Pour nous, cette réunion est l'occasion de renforcer l'engagement, l'unité de la communauté internationale pour une issue favorable à la crise burundaise. Vous le savez, il y a eu plusieurs éléments nouveaux au cours des derniers mois : le Conseil de sécurité est rendu au Burundi en janvier, le Secrétaire général y est allé également ; l'Union africaine a envoyé une délégation de haut niveau, comme vous savez, dans ce pays ; mission qui a permis de décider le déploiement d'observateurs de l'Union africaine. Nous avons un co-facilitateur nouvellement désigné par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, Benjamin Mkapa. Bref, une série d'éléments nouveaux qui font qu'à ce point de vue, c'est un moment important pour réunir à nouveau le Conseil de sécurité afin qu'il apporte son plein soutien aux efforts des organisations africaines pour trouver une solution à la crise burundaise. Dans cet esprit, la France proposera prochainement à ses partenaires un projet de résolution du Conseil de sécurité. En gardant à l'esprit les trois objectifs clés que nous poursuivons pour le Burundi : Premièrement, renforcer l'engagement international, la présence internationale au Burundi, afin de contribuer à réduire les tensions et la violence ; deuxièmement, promouvoir l'engagement d'un dialogue inter-burundais réellement inclusif ; et puis troisièmement, contribuer au respect des droits de l'homme dans ce pays qui est, vous le savez, une préoccupation en soi que nous avons. Le tout, je le souligne, dans le respect de la lettre et de l'esprit de l'accord d'Arusha qui est plus que jamais notre boussole. La boussole qui doit rassembler ensemble des partenaires internationaux et des acteurs du Burundi. Voilà pourquoi, en quelques mots, cette réunion est importante. Source : Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York